

GROUPE RENAULT : DIVISER POUR...

Le PDG de Renault, De Meo, veut découper le groupe en deux entités :

Les activités liées à l'Électrique : regroupées sous le nom de **Ampère** et celles liées aux moteurs thermiques et hybrides : sous le nom de **Horse**.

De hauts cadres, paraît-il, travailleraient sur le sujet depuis plusieurs mois. Mais la direction ne communique pas beaucoup sur le sujet, nous en savons plus via les médias. La direction maintient le flou car il s'agit d'une nouvelle attaque contre les salariés Renault.

Après avoir créé la filiale « Renault Electricité » en regroupant MCA Maubeuge déjà filiale du groupe avec l'usine de Douai qui faisait jusqu'à présent partie de Renault mais qui devient de fait également filiale, la direction veut scinder en plusieurs sociétés ce qui reste de Renault.

Une partie de l'« Électrique » se ferait en France et l'entité « Thermique et Hybride » serait basée ailleurs. L'entité « Électrique » deviendrait une filiale détenue à 50% par Renault et pour la partie « Thermique et Hybride », Renault n'aurait pas la majorité des parts.

L'objectif poursuivi par la direction est de couper les branches qu'elle estime les moins rentables, afin d'apporter sur un plateau tout ce qui est le plus rentable aux actionnaires actuels et futurs.

Les dirigeants de Renault souhaitent effectuer une opération boursière juteuse. En revanche, si ce projet se réalise, ce sera l'occasion pour la direction de tout revoir à la baisse : rémunération, congés, temps de travail...

Autant dire qu'il s'agit d'un sale plan du patron et que nous devons nous préparer à nous défendre.

Malades sous surveillance

Dans un soi-disant souci de sécurité de ses salariés et surtout dans le cadre de sa politique visant à vider l'usine, la direction s'arroge le privilège de nous envoyer un joli courrier en recommandé suivi d'une petite visite d'un contrôleur lorsqu'il y a un arrêt de travail.

Cela confirme l'attitude de la direction qui consiste à maintenir une pression constante en ayant recours à des mesures honteuses qui ont des répercussions sur le moral des salariés.

Au lieu d'envoyer des médecins à domicile, c'est à l'usine que la direction devrait embaucher ne serait-ce que deux médecins !

Pour toutes les personnes qui subissent ce genre de pression, n'hésitez pas à contacter un militant de notre syndicat.

La direction ne doit pas pourrir nos vacances.

La direction veut maintenir les seulement trois semaines de congés d'été (voire seulement deux à Factory VO) alors que la majorité souhaitent quatre semaines de congés.

Beaucoup de ceux qui ont demandé plus de trois semaines n'ont pas de réponses. Les responsables veulent nous maintenir à leur disposition. Tout cela se fait dans un contexte où il n'y a jamais eu autant de chômage.

Aux dernières nouvelles, sentant une certaine effervescence, notamment à l'Emboutissage, les responsables ont annoncé que des réponses seraient données la semaine prochaine.

Ce ne sera pas trop tôt ! A suivre de près.

POUR LES SALAIRES, IL Y A URGENCE

Il n'y a pas une journée où les produits de première nécessité comme la farine, l'huile, le pain, les carburants n'augmentent pas.

Comme nos salaires ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie, c'est notre pouvoir d'achat qui recule. Et il recule très très vite d'où la nécessité que les augmentations de salaires soient indexées sur celles des prix, que les salaires soient revalorisés tous les mois s'il le faut et pas simplement une fois par an à la fin de l'année.

Pour nous, travailleurs, c'est vital. Quand il fait le plein du réservoir de sa voiture ou quand il passe à la caisse du magasin, lequel d'entre nous n'est pas en colère de devoir payer bien plus cher qu'avant ?

Depuis le début de l'année, il y a déjà 475 travailleurs de l'usine qui ont demandé un acompte. Les fins de mois sont déjà difficiles pour beaucoup. A la vitesse où les prix augmentent on n'arrive plus à finir le mois !

Ras le bol

- de risquer tous les mois de se retrouver à découvert,
- de devoir choisir entre se chauffer ou se soigner,
- de ne plus pouvoir subvenir aux besoins de nos familles.

Il y a quelques semaines, des centaines de travailleurs avaient estimé le montant de ce qu'il leur manquait chaque mois sur leur paie pour « joindre les deux bouts ».

La somme moyenne était de 402 euros. Ces 402 euros ne vont pas tomber du ciel.

Il faudra se battre collectivement pour les arracher à Renault.

INCENDIE AU MONTAGE :

NOTRE SECURITE N'EST PAS SA PRIORITE

Suite à l'incendie qu'il y a eu hier, mercredi, en fin de matinée dans le secteur de la TCM au Montage, ce matin, dès le démarrage, les travailleurs de ce secteur ont décidé de se réunir pour demander des explications à la direction :

- pourquoi l'alarme incendie ne s'est pas déclenchée, n'a pas sonné ?
- pourquoi les sprinklers ne se sont déclenchés qu'au bout de dix minutes sans qu'il y ait d'alarme ?
- pourquoi les formations incendies ne sont pas faites ou ne sont pas renouvelées ?
- que fait la direction pour éliminer les odeurs de brûlé qui sont toujours présentes dans le secteur ?
- que fait la direction par rapport aux fuites d'essence qui ont lieu quotidiennement ?

La direction a toujours réponse à tout et d'après elle tout va bien, « le protocole a été respecté ».

Voilà les résultats de la politique de Renault : suppressions de postes, surcharges de travail, formations faites à « l'arrache ».

Pour les travailleurs concernés, les problèmes sont loin d'être réglés et les réponses de la direction ne sont pas satisfaisantes.

Ne comptons pas sur elle pour régler tous nos problèmes.